



HAL
open science

Recension de l'ouvrage de Camille Peugny, Le Destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale, Paris, Le Seuil, “ La République des idées ”, 2013.

Frédérique Leblanc

► **To cite this version:**

Frédérique Leblanc. Recension de l'ouvrage de Camille Peugny, Le Destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale, Paris, Le Seuil, “ La République des idées ”, 2013.. Sociologie, 2013, pp.353-355. halshs-01323632

HAL Id: halshs-01323632

<https://shs.hal.science/halshs-01323632>

Submitted on 3 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Camille Peugny, *Le Destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, Le Seuil, « La République des idées », 2013

Frédérique LEBLANC

Maîtresse de conférences en sociologie

Université Paris Ouest Nanterre – CSU-Cresppa

« Dans une démocratie moderne, un enfant doit pouvoir faire sa vie avec d'autres cartes que celles qu'il a trouvées dans son berceau » (p. 11). Cette phrase pourrait résumer l'ouvrage : une argumentation autour du propos général, celui de la persistance de la reproduction sociale que ne corrigent pas les institutions scolaire et universitaire, qui ouvre sur des propositions d'action. En effet, « c'est la société, dans la façon de fonctionner et dans les "règles du jeu" qu'elle met en place, qui est à l'origine de la reproduction des inégalités » (p. 15). Cette thèse est régulièrement rappelée tout au long de l'ouvrage, à mesure qu'est décliné le raisonnement et que sont apportés les arguments de la démonstration : même si la dégradation des conditions d'emplois est générale, les disparités entre les plus et les moins touchés sont nettement liées à l'origine sociale à niveau de diplôme équivalent. C'est pourquoi, puisque « la France ne se donne pas les moyens de former tous les jeunes qui le souhaitent, les condamnant à la relégation sociale et se condamnant elle-même au déclin » (p. 90), des changements en matière de politiques publiques s'imposent.

La perspective d'une disparition annoncée des classes sociales a connu un franc succès à partir des années 1950, même si cette thèse ne fait pas l'unanimité. Dans le premier chapitre, Camille Peugny expose brièvement la thèse de Robert A. Nisbet ("The Decline and Fall of Social Class", *Pacific Sociological Review*, 1959) et discute plus longuement celle d'Henri Mendras, (*La Seconde Révolution française. 1965-1984*, 1988), d'une « moyennisation de la société » rendue possible par le recul de la reproduction sociale. En soulignant le caractère peu convaincant de ces analyses au regard de la situation sociale actuelle, l'auteur montre, chiffres à l'appui, que les fortes chances de mobilité sociale ascendante n'ont réellement touché que les « premiers-nés du *baby-boom* », et qu'elles diminuent considérablement dès la fin des années 1970. De fait, malgré l'aspiration des individus à l'appartenance à la classe moyenne, la diminution des inégalités ne concerne désormais que des groupes sociaux dont les effectifs décroissent régulièrement depuis le début des années 1990 (les salariés stables et/ou à temps plein par exemple). En outre, le clivage ouvriers/employés se déplace vers un clivage qualifiés/non qualifiés (p. 33), confirmant l'importance de la prise en compte du niveau de diplôme dans les études sur la reproduction sociale, et l'essor des classes moyennes s'accompagne d'un mouvement de « force centrifuge qui creuse le fossé entre (...) une fraction des groupes sociaux les plus favorisés (...) et une fraction des classes populaires » (p. 37). Camille Peugny rejoint ainsi d'autres chercheurs qui soulignent la polarisation croissante du monde du travail en termes de qualité de l'emploi et de conditions de travail, et rappelle en conclusion de son ouvrage que la « moyennisation de la société » est un « mythe » (p. 108).

Ce sont bien les plus jeunes qui payent le plus lourd tribut à la « crise » en termes de salaires, de conditions d'emploi dégradé et d'inégalités sociales : dans le deuxième chapitre, l'auteur reprend la thèse d'une « génération sacrifiée » (p. 39), qu'il avait développée dans son précédent ouvrage (*Le Déclassement*, 2009) et qu'il partage avec Louis Chauvel (*Le Destin des générations*, 1998), pour s'attacher cette fois à décrire la place que l'école tient dans ce processus. Or, en y regardant de près, le rôle fortement discriminant des origines sociales persiste nettement dans des assignations professionnelles de plus en plus précoces. Ainsi la mobilité sociale ascendante des classes

populaires vers les classes moyennes n'a-t-elle majoritairement concerné que les personnes nées dans les années 1940-1950 et, quand elle a lieu, elle correspond plus au franchissement du mur mitoyen avec la petite classe moyenne qu'à une réelle traversée de l'espace social. Mais ce qui est plus patent encore est le renforcement du poids du diplôme dans la reproduction des inégalités et, ce qui n'est évidemment pas sans lien, des diplômes des parents. De fait, « ce n'est pas à une stabilité de la reproduction qu'il faut conclure, mais bien à une *intensification* [souligné dans le texte] » (p. 59), situant la France parmi les sociétés les moins mobiles avec les États-Unis et la Grande Bretagne (p. 60).

Camille Peugny revient donc sur le paradoxe apparent du résultat de la démocratisation scolaire dans le troisième chapitre, en se proposant de « contester quelques idées reçues » (p. 65). Il rappelle avant tout que plusieurs dizaines de milliers de jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme et que le nombre de bacheliers stagne sous les 65 % d'une classe d'âge dès le milieu des années 1990, tandis que le recrutement socialement différencié des filières s'accroît. En outre, alors que la durée de scolarisation des 15-19 ans poursuit sa progression de 1995 à 2009 dans les pays de l'OCDE, elle recule en France, où le diplôme conditionne pourtant l'entrée sur le marché du travail comme les perspectives professionnelles, et où « les "vaincus" de la compétition scolaire conservent durablement les stigmates de leur échec » (pp. 67-68). De fait, les inégalités n'ont pas disparu mais se sont déplacées du début à la fin de la scolarité : non seulement ceux qui entreprennent des études longues voient la durée de celles-ci augmenter bien plus que celles des jeunes qui ont des durées d'études déjà courtes, mais de surcroît les enfants de diplômés du supérieur ont nettement plus de chances que les autres d'être eux-mêmes diplômés du supérieur. Enfin, comme Pierre Merle (« À qui profitent les dépenses éducatives ? », *La Vie des idées*, 2012), Camille Peugny montre que l'accès aux filières d'études supérieures ouvrant vers des avenir professionnels des plus prometteurs est lui aussi très inégalitaire : « là où les enfants de cadres sont extrêmement nombreux, les enfants d'ouvriers font figure d'exception statistique » (p. 73). Pour finir, refusant d'entrer dans le débat entre les défenseurs de la démocratisation scolaire et les tenants de la dévalorisation des diplômes, il rappelle, chiffres à l'appui, que le diplôme est bien aujourd'hui le rempart le plus efficace contre le chômage en insistant sur un point important : à niveau de diplôme équivalent, les inégalités d'origines sociales agissent davantage sur l'accès à une catégorie socioprofessionnelle que sur l'accès à l'emploi. Camille Peugny rejoint ainsi Antoine Prost (*Éducation, société et politiques*, 1997) : l'école « "n'a pas seulement consolidé la stratification sociale : elle l'a légitimée" » (p. 81).

Enfin, dans le quatrième chapitre, et comme dans son précédent ouvrage, Camille Peugny s'inquiète des effets politiques de cette persistance de la reproduction sociale, qui représente un danger pour la cohésion sociale : ne rien faire reviendrait à accepter que le poids des origines sociales détermine qui préservera sa situation et qui sera condamné à faire partie des « vaincus ». Ce dernier chapitre est donc consacré à l'exposé de politiques publiques à mettre en œuvre, notamment pour que l'école devienne plus démocratique, même si l'auteur prend soin de rappeler que « même une école véritablement démocratique ne peut porter sur ses épaules tout le poids de la justice sociale » (p. 93). L'idée la plus incisive et aussi la plus explicitée (jusque dans l'anticipation des arguments devant servir à convaincre les plus récalcitrants) est celle d'un droit universel à la formation que chaque détenteur pourrait faire valoir soit dans le prolongement de sa formation initiale, soit en plusieurs périodes au cours de sa vie professionnelle.

Par sa forme, ce livre s'inscrit pleinement dans le projet éditorial du Seuil et des directeurs de la collection, Pierre Rosanvallon et Ivan Jablonka : Camille Peugny apporte sa contribution au débat d'idées au delà de la sphère académique sur une question sociale d'actualité. On peut peut-être alors regretter que certains termes de la démonstration ne soient pas plus explicités, comme par exemple ce que recouvre ici la notion « classes populaires » (avec au moins un renvoi au texte d'Olivier Schwartz publié sur le site de *La Vie des idées* en 2009, texte effectivement cité p. 31, mais à propos

de la « conscience sociale triangulaire » des catégories « petites-moyennes »), ou l'utilisation indifférenciée des expressions « démocratisation scolaire » et « massification scolaire » qui font référence à des positionnements distincts dans les débats sur l'école. De même, certaines pistes explicatives auraient gagné à être plus systématiquement approfondies. En outre, toutes les sources utilisées n'ont pas le même degré de fiabilité : si leur utilisation n'est pas en cause, il aurait été souhaitable de différencier plus clairement celles qui émanent d'institutions publiques de celles provenant d'institutions privées (quelques notes de bas de page les situant exactement auraient été les bienvenues pour ne pas en réserver la compréhension aux plus initiés – notes de pas de page peu nombreuses selon une coquetterie éditoriale en vogue depuis quelques années, comme celle de supprimer une bibliographie récapitulative, pratiques paradoxales dans cette collection qui se donne justement comme objectif la transmission du savoir). Enfin, même si la variable sexe est largement exploitée dans l'ouvrage, on aurait aimé voir expliqué pourquoi il n'est toujours pas possible de lire les relations entre l'activité professionnelle des mères et le devenir professionnel des enfants : carence de la statistique publique bien connue des sociologues, elle aurait sans doute gagné à être rappelée dans ce livre, d'autant plus que, parmi les nombreux apports de l'ouvrage, figurent plusieurs références au niveau de diplôme des mères.

Camille Peugny appuie sa proposition d'inflexion des politiques publiques sur de nombreuses données chiffrées inédites, claires et accessibles, fruit d'un gros travail d'exploitation de données de l'Insee et de leur confrontation avec des données sur d'autres pays européens ou de l'OCDE (plusieurs courbes retraçant des évolutions du début des années 1980 à la fin des années 2000 sont présentées dans les deuxième et troisième chapitres). Ce livre est un bel effort de large diffusion des résultats du travail sociologique avec l'intention de peser sur les transformations de la société, ce qui est après tout une des raisons d'être de notre discipline.